COMMUNE DE KERGLOFF
CONSEIL MUNICIPAL DU 21 SEPTEMBRE 2018 à 18H30
COMPTE RENDU DE SEANCE

Le vingt-et-un septembre deux mil dix huit à dix-huit heures trente minutes, se sont réunis sous la présidence de Monsieur Pierrot BELLEGUIC:

Secrétaire de séance : David LOCHOU

Date de convocation : 17 septembre 2018

Délibération 2018-74: Cession gratuite de terrains à Finistère Habitat

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la nécessité de réaliser des logements locatifs sociaux afin de répondre à la demande.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal :

- d'autoriser l'O.P.H. Départemental FINISTERE HABITAT à réaliser 2 logements locatifs sociaux sur les parcelles cadastrées ZL 396 et ZL 399, dans le cadre de la programmation 2018,
- de permettre, dans l'intervalle, à FINISTERE HABITAT de prendre possession de manière anticipée des lieux pour y mener les études et investigations nécessaires,
- d'autoriser FINISTERE HABITAT à construire sur les terrains concernés et de l'habiliter à effectuer toutes démarches utiles pour obtenir les autorisations nécessaires
- de céder gratuitement à FINISTERE HABITAT les terrains correspondants

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 8 voix pour, 2 voix contre et 1 abstention,

DECIDE :

- d'autoriser l'O.P.H. Départemental FINISTERE HABITAT à réaliser 2 logements locatifs sociaux sur les parcelles cadastrées ZL 396 et ZL 399, dans le cadre de la programmation 2018,
- de permettre, dans l'intervalle, à FINISTERE HABITAT de prendre possession de manière anticipée des lieux pour y mener les études et investigations nécessaires,
- d'autoriser FINISTERE HABITAT à construire sur les terrains concernés et de l'habiliter à effectuer toutes démarches utiles pour obtenir les autorisations nécessaires
- de céder gratuitement à FINISTERE HABITAT les terrains correspondants

Délibération 2018-75: Travaux d'extension et de réhabilitation de l'école publique Anjela Duval : exonération des pénalités de retard applicables aux entreprises titulaires

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que dans le cadre des travaux d'extension et de de réhabilitation de l'école publique Anjela Duval, la durée globale du marché pour l'ensemble des lots était de 12 mois (y compris congés et intempéries). Les travaux ont débuté le 30 juin 2016 et ont été réceptionné le 25 avril 2018.

Le délai global d'exécution n'ayant pas été prolongé par avenant, les pénalités de retard doivent s'appliquer. Le nombre de jours de retard s'élève à 298. En cas de retard d'exécution, l'article 4-3.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières prévoit une pénalité journalière d'1/500ème du montant du lot considéré.

Monsieur le maire présente le décompte provisoire des pénalités de retard par lot :

	montant des marchés HT	montant des pénalités
Lot 1	102 391,80€	61 025,51€
Lot 2	136 136,28€	81 137,22€
Lot 3	87 421,04€	52 102,94€
Lot 4	85 896,70€	51 194,43€
Lot 5	72 500,00€	43 210,00€
Lot 6	72 887,20€	43 440,77€
Lot 7	23 120,27€	13 779,68€
Lot 8	11 920,00€	7 104,32€
Lot 9	44 975,93€	26 805,65€
Lot 10	24 120,00€	14 375,52€
Lot 11	147 080,52€	87 659,99€
Lot 12	78 160,00€	46 583,36€
Lot 13	23 594,90€	14 062,56€
	910 204,64€	542 481,97€

Monsieur le maire informe le conseil municipal qu'il peut décider pour des motifs d'intérêt général, renoncer partiellement ou totalement, à l'application des pénalités de retard dues par une entreprise, sous la réserve que cet abandon de créance ne puisse être assimilé à un avantage injustifié.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à faire une application raisonnée des pénalités de retard au regard du montant manifestement excessif de ces dernières (60% du montant des marchés) et des conséquences financières importantes pour les entreprises. Il serait en outre injustifié d'appliquer les pénalités à l'ensemble des entreprises attributaires alors que le retard n'est imputable qu'à certaines d'entre elles

Monsieur le Maire propose d'exonérer totalement l'ensemble des entreprises à l'exception des lots 4 et 5 pour lesquels il est sursis à statuer

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, **DECIDE** de renoncer à l'application des pénalités de retard dues par les entreprises attributaires du marché d'extension et de réhabilitation de l'école publique Anjela Duval à l'exception des entreprises titulaires des lots 4 et 5 pour lesquelles le conseil décide de surseoir à statuer.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que conformément à l'article 7-1 de la loi du 26 janvier 1984 et du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié, les modalités de mise en œuvre du compte épargne temps (CET) sont fixées par l'organe délibérant, après avis du comité technique paritaire.

Le compte épargne temps est ouvert aux agents titulaires et non titulaires justifiant d'une année de service. Les stagiaires et les non titulaires de droit privé ne peuvent bénéficier du C.E.T. Il en est de même pour les enseignants artistiques.

L'initiative en revient à l'agent qui formule sa demande à l'autorité territoriale.

La réglementation fixe un cadre général mais il appartient à l'assemblée de fixer les modalités d'application locales.

Le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 ouvre notamment la possibilité d'une indemnisation des jours acquis au titre du CET, ou une prise en compte au titre de la Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (RAFP).

Considérant la saisine préalable du Comité Technique Paritaire

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser la délibération du 02 octobre 2008 fixant les modalités applicables au C.E.T. dans la collectivité

LE MAIRE PROPOSE À L'ASSEMBLÉE

de fixer comme suit les modalités d'application locales du compte épargne temps prévu au bénéfice des agents territoriaux à compter du 1^{er} octobre 2018

- Alimentation du CET :

Ces jours correspondent à un report de :

- congés annuels + jours de fractionnement, sans que le nombre de jours pris au titre de l'année puisse être inférieur à 20 (proratés pour les agents à temps partiel et temps non complet),
- jours RTT (récupération du temps de travail),
- repos visant à compenser les heures complémentaires et supplémentaires réalisées par les agents dans les conditions définies par la délibération n°2017-96 du 1^{er} décembre 2017

- Procédure d'ouverture et alimentation : L'ouverture du C.E.T. peut se faire à tout moment, à la demande de l'agent.

L'alimentation du C.E.T. se fera une fois par an sur demande des agents formulée avant le 31 décembre de l'année en cours. Le détail des jours à reporter sera adressé à l'autorité territoriale.

Chaque année, le service gestionnaire communiquera à l'agent la situation de son C.E.T. (jours épargnés et consommés), dans les dix jours suivant la date limite prévue pour l'alimentation du compte.

- Utilisation du CET : L'agent peut utiliser tout ou partie de son C.E.T. dès qu'il le souhaite, sous réserve des nécessités de service.

Les nécessités de service ne pourront être opposées à l'utilisation des jours épargnés lorsque le compte arrive à échéance, à la cessation définitive de fonctions, ou si le congé est sollicité à la suite d'un congé maternité, adoption, paternité ou solidarité familiale.

- Compensation en argent ou en épargne retraite :

Les jours épargnés peuvent être indemnisés forfaitairement, ou versés au titre de la R.A.F.P. (pour les fonctionnaires relevant des régimes spéciaux).

Ces options sont ouvertes uniquement pour les jours inscrits au compte épargne-temps à

partir d'un certain seuil défini par décret (actuellement : 20 jours). En dessous de ce seuil, les jours épargnés ne peuvent être utilisés que sous forme de congés. Le choix de ces options doit intervenir au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, DÉCIDE d'adopter les modalités ainsi proposées. Il appartiendra à l'autorité territoriale d'accorder les autorisations individuelles d'utilisation en congés, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services.

Cette délibération remplace la délibération du 02 octobre 2008 fixant les modalités d'application du C.E.T dans la collectivité.

Délibération 2018-77: Compte rendu des décisions du Maire

Monsieur le maire présente les décisions prises en vertu de la délégation :

-signature du devis établi par la société Nezou pour la fermeture du préau de l'école primaire sur un côté et la sécurisation de la pompe à chaleur du primaire pour un montant de 16 301.92€ ht

-signature du devis établi par la société Einova pour l'acquisition et l'installation d'un standard à l'école et à la cantine pour un montant de 4102.06€ ht et un abonnement de 111.50€ ht

-signature du devis établi par Link multimédia pour l'installation d'un logiciel de contrôle et de protection des données Internet à l'école pour un montant de 966.43€ ht

Signature du devis établi par Berger Levraut pour la mise en place d'un connecteur avec le parapheur électronique pour un montant de 175€ ht et un abonnement annuel de 40€ ht

-signature du devis établi par Les enseignes du Miniou pour la réalisation de trois panneaux de signalisation pour les lotissements pour un montant de 2370.00€ ht

-signature du devis établi par Les enseignes du Miniou pour la réalisation d'un panneau à l'entrée de l'école avec les devises de la république pour un montant de 245.00 € ht

Le conseil municipal **PREND ACTE** des décisions

Informations diverses :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que:

- Une disponibilité pour convenances personnelles d'un an renouvelable a été accordée sur sa demande à l'agent d'entretien et de service à compter du 1^{er} septembre 2018. Son emploi est donc vacant et un recrutement doit être organisé ;

-Le contrat de prévoyance Groupama souscrit par l'Amicale des Agents Territoriaux du Poher va être résilié au 31/12/2018. Il conviendra de délibérer sur l'adhésion ou non au contrat groupe du CDG 29 en cours de renouvellement et de déterminer le montant de la participation prise en charge par l'employeur (participation obligatoire)

-La dénomination des rues intérieures des lotissements Sainte Agnès et Route du Hartz sera mis à l'ordre du jours du prochain conseil

-l'inauguration de l'école aura lieu le samedi 20 octobre 2018 de 10h00 à 13h00